

représenter aussi peu la droite libérale qu'au moment de ce triomphe électoral. Son parti *Propuesta Republicana* (PRO) avait pourtant été constant dans son rejet des nationalisations (pétrole, aviation civile, caisses de retraite) et des réglementations, parfois musclées (loi contre les cartels médiatiques, taxation importante des exportations de matières premières, contrôle de l'achat de devises étrangères entre autres), entreprises par le kirchnerisme, Macri ayant même annoncé vouloir re-privatiser la compagnie aérienne *Aerolíneas Argentinas* et le système des retraites. Deux facteurs au moins ont pu contribuer à atténuer ce profil clairement libéral : d'une part, les résultats relativement décevants du PRO aux élections de la ville de Buenos Aires en juillet 2015⁶ et dans plusieurs provinces tout au long du premier semestre – aucune d'elles n'ayant alors été conquise ; d'autre part, la formation de la coalition *Cambie-mos*, constituée en vue des présidentielles avec le parti radical (UCR) et la *Coalición Cívica* d'Elisa Carrió, tous deux moins portés sur l'anti-étatisme.

On assiste alors à un changement de stratégie discursive dans la campagne : les plans sociaux seront prolongés, les privatisations envisagées avec précaution, au cas par cas, etc. La campagne antikirchneriste de la coalition *Cambie-mos* s'articule dès lors autour d'un triple front, typique du républicanisme libéral anti-populiste argentin : lutte contre l'autoritarisme et la corruption, promotion de l'ouverture du pays sur le monde. Dans les dernières semaines de la campagne, Macri se pose ainsi avant tout en défenseur de l'expression

libre et de la justice indépendante, ce qui lui permet de déjouer les accusations d'être l'apôtre d'un « retour aux années 1990 »⁷, tout en maintenant un agenda libre-échangiste. La critique du volontarisme redistributif se déguise ainsi en combat contre l'autocratie et le clientélisme.

Cette stratégie de Macri semble porter ses fruits quand, au cours de la campagne électorale, la tendance qui semblait se dessiner dans cette élection se renverse. Entre les primaires simultanées et obligatoires du 9 août et le premier tour du 25 octobre, sa coalition gagne 1,8 million de voix (contre 500 000 seulement pour le kirchneriste Daniel Scioli) et passe de 30 % à 34 % des suffrages exprimés. Elle parvient ainsi à freiner l'avancée du candidat officiel, qui espérait pouvoir l'emporter au premier tour⁸ mais qui, à la surprise générale, ne récolte que 37 % des voix. Pour ce dernier, c'est un ballottage défavorable, car il lui faudra désormais convaincre les électeurs de tous les autres candidats, dont la campagne s'est pourtant polarisée contre le kirchnerisme. La surprise est d'autant plus favorable à Macri que c'est la première fois qu'une élection présidentielle en Argentine se joue au second tour : en somme, bien qu'il n'y arrive qu'en deuxième position, il est bien le vainqueur de ce premier tour. Capital politique qu'il fait fructifier en devançant son adversaire quatre semaines plus tard.

Au-delà des stratégies employées pendant la campagne, ce résultat doit

6. Rempportées au second tour seulement, avec une courte majorité.

7. Dominées par le néolibéralisme du gouvernement de Carlos Menem.

8. Il lui aurait suffi pour cela d'atteindre les 40 % et de distancer son premier rival de dix points, un scénario hautement plausible jusqu'alors.

être replacé dans un contexte économique particulier, qui a vu le modèle de « développement inclusif » défendu par les Kirchner marquer le pas ces dernières années. Dans un contexte de dépréciation générale des économies latino-américaines, due notamment à la baisse du prix des matières premières, la croissance argentine, qui dépassait les 8 % depuis 2003⁹ à l'arrivée au pouvoir de Néstor Kirchner, s'est ainsi résorbée à partir de 2012, pour avoisiner les 0,5 % en 2014. Pas de récession donc, mais des difficultés suffisantes pour faire planer le fantôme d'une nouvelle crise, celle du début des années 2000 ayant fortement marqué les esprits. Certes, le taux de pauvreté actuel n'est pas comparable à celui de 2003 – qui dépassait les 50 % –, mais il est néanmoins en hausse constante

la guerre des chiffres (l'opposition l'estimait à 38 % en 2014, contre 23 % pour le gouvernement) et le manque de données fiables, témoigne des difficultés du gouvernement à conserver une image positive, et explique sans doute en partie la baisse du soutien que lui accordaient jusqu'alors les secteurs les plus précaires. Certes, c'est dans les zones urbanisées des provinces les plus riches que Macri obtient le plus grand avantage, tandis que, dans la capitale fédérale, ce sont les quartiers aisés du Nord qui lui offrent, comme à leur habitude, ses plus beaux scores. Mais il réussit également à s'imposer dans les quartiers les plus pauvres, au Sud de la ville. Cette capacité nouvelle à s'implanter sur des territoires populaires est pour beaucoup dans sa victoire.

Résultats des 3 scrutins présidentiels de 2015

Coalition	PASO* (09/08)	1 ^{er} tour (25/10)	2 nd tour (22/11)
Frente Para la Victoria	38,67 % (8 720 747 voix) Candidat investi : D. Scioli	37,08 % (9 338 449 voix)	48,66 % (12 317 330 voix)
Cambiamos	30,11 % (6 791 342 voix) Candidat investi : M. Macri	34,15 % (8 601 063 voix)	51,34 % (12 997 937 voix)
Unidos por una Nueva Alternativa	20,57 % (4 639 421 voix) Candidat investi : S. Massa	21,39 % (5 386 965 voix)	

* Primaires ouvertes simultanées et obligatoires.
Source : Cámara Nacional Electoral.

depuis 2012 – des enquêtes privées le plaçaient ainsi à 28 % en 2014 –, une réalité que le kirchnerisme refusait d'admettre – les chiffres officiels ne dépassant pas les 5 %. L'inflation est, entre-temps, redevenue un sujet de discussion quotidien. Ce qui, malgré

Un renouveau plus général : droitisation de l'offre et nouveau rapport à la politique

Les esprits caustiques diront que la droite avait remporté l'élection bien avant le premier tour, au vu du manque, depuis 2003, de projets visant à un approfondissement des transformations

9. Sauf en 2008 et 2009.

sociales. Daniel Scioli lui-même représentait, au sein du *Frente Para la Victoria* (FpV) kirchneriste, l'option la moins à gauche possible. Plus conservateur que les « cristinistes »¹⁰ purs et durs, plus timoré aussi que les membres les plus en vue du gouvernement, notamment au moment du conflit avec les « fonds vautour » sur la question de la dette souveraine, celui qui dirigeait alors la Province de Buenos Aires a dû faire face, avant toute chose, aux attaques de son propre camp. Ainsi, tout en appelant à le soutenir au second tour, des personnalités de la gauche kirchneriste n'en ont pas moins affirmé que c'est « un type qu'on n'aime pas et qu'on ne croit pas » (Hebe de Bonafini, présidente des mères de la place de Mai), et que voter pour lui serait « un déchirement » (Horacio González, directeur de la Bibliothèque nationale et membre du collectif intellectuel *Carta Abierta*). De façon générale, au sein des mouvements sociaux et des syndicats, sur lesquels les Kirchner avaient su construire une grande partie de leur légitimité, les soutiens ont été tout aussi timides envers celui qui avait déclaré vouloir instaurer une « tolérance zéro » vis-à-vis des piquets de grève et coupures de routes¹¹. Toujours est-il qu'après avoir longtemps laissé planer le doute sur son soutien à la candida-

ture de Scioli, la présidente Cristina Fernández avait fini par s'y résoudre, en juin 2015, face à la répétition des sondages qui en faisaient le seul vainqueur envisageable. Reste à voir qui, au sein de l'actuelle coalition kirchneriste, sera considéré comme responsable de l'échec subi (et qui saura prendre les rênes de l'opposition future) : la présidente et son bilan, ou le candidat et son programme ?

Au-delà des deux candidats qui se sont disputés le second tour, cette élection marque un virage à droite plus général de l'offre politique aux présidentielles. Arrivé en troisième position, Sergio Massa a, comme Scioli et Macri, fait ses premières armes politiques aux côtés de la droite libérale des années 1990, avant de rejoindre le FpV, pour finalement rompre et fonder en 2010 son propre parti péroniste conservateur. Parmi les mesures préconisées par son programme sécuritaire, il a ainsi proposé une militarisation des bidonvilles pour lutter contre le trafic de drogues. En comparaison des gouvernements kirchneristes, chacun de ces trois candidats (Macri, Scioli, Massa) représente, à sa façon, une certaine droite ; or, à eux seuls, ils ont réuni 92 % des suffrages exprimés au premier tour. À l'inverse, l'espace du centre-gauche non péroniste s'est réduit comme peau de chagrin : alors que la candidature de Hermes Binner avait totalisé 16 % des voix en 2011, se hissant à la deuxième place, celle de Margarita Stolbizer plafonne à 2 % en 2015. Elle subit les conséquences d'une dynamique de désintégration, qui a vu l'UCR et la *Coalición Cívica* rompre leur alliance avec les petits partis sociaux-démocrates que Stolbizer représente, pour faire campagne commune avec Macri

10. Terme qui désigne les partisans les plus fervents de la présidente, qui incarnent la ligne la plus à gauche au sein de la coalition alors au pouvoir.

11. La relation du gouvernement et des syndicats s'était dégradée depuis plusieurs années, les deux principales centrales du pays (CGT et CTA) s'étant subdivisées en fractions pro et anti-kirchneristes. Hugo Moyano, *leader* en perte de vitesse qui s'était fait un nom en s'opposant aux réformes néolibérales des années 1990, a même apporté son soutien à la campagne de Macri.

dès le mois de mars 2015. Quant à la gauche trotskyste, elle progresse légèrement (3 % contre 2 % en 2011), mais reste à un niveau résiduel.

Si c'est donc bien la droite qui, à plusieurs titres, remporte cette élection, c'est aussi une droite marquée par un nouveau rapport à la politique, fille de la crise de 2001 et du « *que se vayan todos* »¹². Mauricio Macri est emblématique de ce phénomène. Fils d'un riche entrepreneur italo-argentin, son entrée en politique se fait tardivement : diplômé en ingénierie civile (contrairement aux présidents qui l'ont précédé après 1983, tous avocats), il se lance dans les affaires, puis devient président du club sportif Boca Juniors de 1995 à 2007. Ce n'est qu'au tournant de la crise de 2001 que son projet de « se lancer dans la politique »¹³ commence à prendre forme. Cette tendance à envisager la politique « de l'extérieur », avec pragmatisme et professionnalisme, comme un entrepreneur avec son négoce, est essentielle dans la construction de son profil d'homme politique¹⁴. Celui-ci est étroitement lié à sa gestion à la tête de la ville de Buenos Aires (2007-2015), fondée sur l'idée d'une « politique du faire », et à son opposition

au kirchnerisme qui, à l'inverse, a eu tendance à remettre en avant l'épopée du mouvement péroniste et le volontarisme militant en général. Macri refuse de se présenter comme un homme de parti : il préfère à cette image celle du bon gestionnaire, prêt à accueillir toutes les « bonnes idées » plutôt qu'à servir une idéologie. D'où l'importance qu'ont acquis, dans les structures de son parti, le PRO, d'anciens cadres issus du monde de l'entreprise et de celui des ONG (souvent proches des réseaux catholiques), à l'imaginaire plus technique que politique.

Contrastée et imprévisible : la recomposition nationale des structures représentatives

Au-delà du scrutin présidentiel, le bilan des élections argentines en 2015 peut se résumer en trois aspects : l'un conforte l'idée d'un changement profond d'orientation politique du pays, l'autre en pointe davantage les continuités, tandis que le dernier reste pour l'instant marqué par une forte indétermination.

La victoire personnelle de Macri s'est doublée du triomphe de son parti dans la province de Buenos Aires, la plus peuplée de l'Argentine (elle compte environ 16 des 40 millions d'habitants du pays¹⁵). Ce succès peut être qualifié d'historique : bastion traditionnel du péronisme, la province n'avait jusqu'ici basculé qu'une fois, au profit du radicalisme, entre 1983 et 1987. Le coup est d'autant mieux joué que, si c'est bien la candidate PRO María Eugenia Vidal qui devient gouverneure, le péroniste Scioli a réuni au même moment

12. « Qu'ils s'en aillent tous », slogan des révoltes de 2001.

13. L'importance du « *meterse en política* » chez Macri et ses partisans est soulignée dans le travail suivant, qui pourra prolonger utilement la lecture de ces quelques lignes : Gabriel Vommaro, Sergio Morresi, Alejandro Bellotti, *Mundo Pro : anatomía de un partido fabricado para ganar*, Buenos Aires, Planeta, 2015.

14. On notera toutefois que son entrepreneur de père, Franco Macri, a donné son soutien à plusieurs reprises à la politique des gouvernements Kirchner, contre celle qui est défendue par son fils. Cette dynastie économique n'est donc pas, à proprement parler, une dynastie politique.

15. Selon le recensement effectué en 2010.

davantage de voix que Macri dans cette province. Vidal profite ainsi de l'absence de deuxième tour, selon le règlement électoral *bonaerense*, et de son avance de 400 000 voix au premier tour sur le candidat kirchneriste (39 contre 35 % des suffrages) pour s'imposer dès le 25 octobre. Le PRO concentre ainsi entre ses mains les trois principaux centres symboliques du pouvoir en Argentine : la nation, la province de Buenos Aires et la capitale fédérale.

Sur l'ensemble du territoire, en revanche, les traditions politiques ont prouvé leur résistance, et mis un peu d'inertie dans ce printemps macriste. La force disposant du plus grand nombre de gouverneurs (12 sur 23) reste en effet, malgré quelques défaites, le FpV ; le reste du péronisme non kirchneriste en obtient cinq (notamment à Córdoba, province la plus peuplée après Buenos Aires), tandis que l'alliance *Cambiamos*, soutien de Macri, en emporte trois (auxquels s'ajoute le gouverneur radical de Corrientes, dont le mandat ne prend fin qu'en 2017), à Buenos Aires, Jujuy et Mendoza. Mais c'est l'UCR qui gouvernera ces deux dernières provinces, et non le PRO, dont la croissance très rapide ne bouleverse pas pour le moment l'équilibre des forces politiques. D'autant que le PRO est lui-même un assemblage disparate, comptant dans ses rangs un nombre conséquent de péronistes¹⁶ et de radicaux dissidents. Radicalisme et péronisme restent ainsi les deux traditions idéologiques structurantes du

territoire de la compétition politique. On est donc loin de la *tabula rasa* : tout au plus assiste-t-on peut-être à une nouvelle étape de recyclage des courants politiques hérités du vingtième siècle, emmenée cette fois par le PRO.

Tout dépendra en grande partie de sa capacité à tirer son épingle du jeu dans un paysage parlementaire fragmenté, dépourvu de *leadership* solide. Majoritaire au Sénat, le FpV reste aussi la première minorité à la Chambre des députés. En outre, parmi les 90 députés représentant l'alliance *Cambiamos*, moins de la moitié appartiennent au parti du nouveau président, l'UCR restant la force la plus importante à l'intérieur du groupe parlementaire. Au Sénat, ce rapport de force s'accroît, avec une répartition un tiers PRO, deux tiers UCR. Jusqu'où ira la loyauté de ces derniers, et que coûtera-t-elle au président ? Pour atteindre une majorité relative à la Chambre des députés, Macri aurait besoin, qui plus est, de rallier les péronistes conservateurs emmenés par Sergio Massa, qui peut compter sur 35 élus. Il lui faudrait pour cela être en mesure de concevoir un équilibre qui les réunisse au-delà de leur anti-kirchnerisme commun, et leur ôte l'envie de construire leurs propres alternatives. Une inconnue supplémentaire est la capacité du bloc kirchneriste à se maintenir uni, alors que le pouvoir exécutif a été perdu et que la compétition interne s'accroît. Si un certain nombre de défections semblent probables, au profit de Macri ou d'une nouvelle formule péroniste, reste à savoir quelle en sera l'ampleur et dans quelle mesure elle affectera la capacité de gouverner le pays. En attendant, Mauricio Macri, doté des attributions

16. D'importants cadres partisans, comme Cristian Ritondo, Diego Santilli ou Marcos Peña, qui occupent des postes clés dans les nouveaux exécutifs, sont passés par le péronisme avant de rejoindre le projet macriste.

tions relativement larges que lui offre ce régime présidentiel, pourra légiférer par décret, au risque d'écorner son image de défenseur des formes « républicaines » face aux dérives autoritaires reprochées à l'exécutif précédent, et de mécontenter la fragile coalition qui le soutient. ■